

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2026.03.DRCL.0121
pris en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement
Site Valorbi exploité par la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée
(CABM) sur le territoire de la commune de Béziers**

*La préfète de l'Hérault,
Officier de l'ordre national du mérite,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.181-14, L.511-1, L.514-5 ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 87-1-2419 du 3 août 1987 autorisant le maire de Béziers à exploiter, une usine de traitement des ordures ménagères ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 portant actualisation des conditions techniques d'exploitation ;

Vu le récépissé n°14-37 du 27 février 2014 de la déclaration d'antériorité au titre de la rubrique IED 3532 de la nomenclature des installations classées, relative à l'activité de valorisation de déchets non dangereux ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 décembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier préfectoral en date du 26 janvier 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 11 mars 2026 ;

Considérant que les arrêtés préfectoraux n° 87-1-2419 du 3 août 1987 et n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010, encadrant l'exploitation du site, fixent une capacité maximale de traitement des déchets de 200 t/j ;

Considérant qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 09 octobre 2025, le dépassement des quantités journalières de déchets traités, pendant la période allant de janvier à août 2025, sur 83 jours (1j en janvier, 4j en février, 10j en mars, 13j en avril, 13j en mai, 11j en juin, 16j en juillet, 15j en août). Ce volume d'activité est supérieur à 275 t sur 41 jours de la période examinée, le maximum enregistré est de 394 t, le 15 juillet 2025. ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement précise que « *Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.* » ;

Considérant que l'article R.181-46 I du code de l'environnement stipule qu'« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant

faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; [...] La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.» ;

Considérant que le l'article R.122-2 II du code de l'environnement prévoit que « II. – Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.» ;

Considérant que l'augmentation de la quantité de déchets traités est de plus de 75 t/j correspondants au seuil de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées relative à la valorisation de déchets non dangereux. Cette activité et le seuil associé sont répertoriés à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 susvisée ;

Considérant que l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement indique que sont soumis à évaluation environnementale les installations mentionnées à l'article L.515-28 du code de l'environnement c'est à dire relevant de la directive européenne du 24 novembre 2010 susvisée ;

Considérant qu'il s'agit de l'augmentation d'une activité existante dépassant en elle-même un seuil IED, ce qui conduit à la nécessité de soumettre le projet à l'évaluation environnementale tel que prévue à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant en conséquence que la modification constitue une modification substantielle au sens de l'article R.181-46, qui est donc soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation selon l'article L.181-14 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée a réalisé l'augmentation de l'activité sur son site Valorbi sans bénéficier de l'autorisation nécessaire ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée, de régulariser la situation administrative des installations exploitées sur la commune de Béziers, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault,

ARRÊTE

Article 1 : Mise en demeure

La Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée, dont le siège social est domicilié quai ouest 39 Boulevard de Verdun 34500 BEZIERS, est mise en demeure, de régulariser la situation administrative des activités exercées sur le site de Valorbi, sis ZAE Mercorent à Béziers :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- soit en limitant les quantités de traitement des déchets à 200 tonnes par jour correspondant au seuil autorisé par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010.

Article 2 : Délais

Les délais pour respecter la présente mise en demeure sont les suivants :

- dans un **délai de 5 mois**, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options est retenue pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé (adressé ou télédéclaré) dans un **délai de 12 mois** maximum. L'exploitant fournit dans un délai de **5 mois** les éléments justifiant du lancement de la constitution du dossier de demande ;

- dans le cas où il opte pour la réduction d'activité, celle-ci doit être effective dans les **5 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télécours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

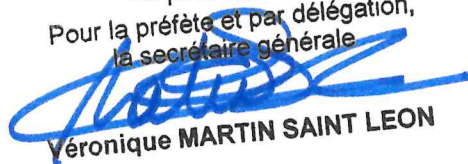
Article 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Béziers et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.
- L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de Béziers, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée administrativement au maire de Béziers, ainsi qu'à la CABM.

Montpellier, le **27 MARS 2026**
La préfète
Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale

Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34 000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible via le site www.telerecours.fr

